

JOURNAL DE LA SOCIÉTÉ STATISTIQUE DE PARIS

JACQUES DE PORTZAMPARC

La statistique en Allemagne occidentale depuis 1945

Journal de la société statistique de Paris, tome 91 (1950), p. 27-44

http://www.numdam.org/item?id=JSFS_1950__91__27_0

© Société de statistique de Paris, 1950, tous droits réservés.

L'accès aux archives de la revue « Journal de la société statistique de Paris » (<http://publications-sfds.math.cnrs.fr/index.php/J-SFdS>) implique l'accord avec les conditions générales d'utilisation (<http://www.numdam.org/conditions>). Toute utilisation commerciale ou impression systématique est constitutive d'une infraction pénale. Toute copie ou impression de ce fichier doit contenir la présente mention de copyright.

NUMDAM

Article numérisé dans le cadre du programme
Numérisation de documents anciens mathématiques
<http://www.numdam.org/>

IV

LA STATISTIQUE EN ALLEMAGNE OCCIDENTALE DEPUIS 1945

Le présent exposé portera surtout sur la statistique officielle en zone française d'occupation, un peu sur celle de l'Allemagne occidentale et de Berlin et presque pas sur celle de la zone soviétique, les renseignements dans ce domaine étant pratiquement inexistant (1). Il esquissera rapidement l'organisation

(1) La publication statistique périodique du Statistisches Zentralamt (Statistische Praxis) donne très peu de résultats absolus, mais surtout des indices par rapport à une base postérieure à la guerre.

des services de statistique dans l'ancien Reich, l'organisation administrative de l'Allemagne après la capitulation, l'organisation statistique trouvée par les Français lors de leur arrivée et celle qu'ils ont progressivement mise sur pied, les travaux qu'ils ont exécutés ou fait exécuter par les services allemands de leur zone, l'organisation analogue dans les autres zones et enfin celle qui est en cours de gestation en Allemagne occidentale.

I. — *Organisation des services de statistique dans l'ancien Reich.*

Elle était régionalement décentralisée. Plusieurs pays ou provinces, tels la Prusse, le Bade, le Wurtemberg, la Hesse, la Bavière, la Saxe, la Thuringe, etc... possédaient leur « Statistisches Landesamt » doté, du moins jusqu'en 1933, d'une certaine autonomie. Le Statistisches Reichsamt, à Berlin, a absorbé en 1934 le Statistisches Landesamt de la Prusse et des divers pays qui lui avaient été historiquement rattachés peu à peu (1), tout en continuant son rôle de service coordinateur pour l'ensemble de l'Allemagne.

Cependant, dans l'ancien Empire allemand et dans la République de Weimar, il n'avait pas le pouvoir de donner des ordres directs aux Statistischen Landesämtern et les ordonnances concernant les questions statistiques d'ensemble devaient venir du Bundesrat ou du Gouvernement. A partir de 1933, l'autonomie a fait place progressivement à la toute-puissance de Berlin.

Le Statistisches Reichsamt était rattaché au ministère de l'Économie nationale et occupait au total environ 2.500 personnes avec un budget de l'ordre de 12 millions de R. M., soit 75 millions de francs 1928. Son dernier directeur fut le Dr Grävell.

Sur l'initiative du Statistisches Reichsamt fut créé à Berlin, en 1925, l'Institut für Konjunktur-Forschung, grâce au concours de certains grands organismes économiques ou professionnels, les uns publics (Reichsbahn, Reichspost, Reichsbank), les autres privés (syndicats coopératives, etc...). Ce n'était donc pas un organisme d'État. Son directeur fut jusqu'à la fin le professeur Dr Wagemann.

De plus, de nombreuses villes et même quelques délégations de cercles (Landratsämter) possédaient un petit Statistisches Amt ou un petit noyau de statisticiens (Städtestatistiker). Mais il n'y a jamais eu de rapport hiérarchique entre ces services municipaux et les Landesämter.

Un certain nombre d'Instituts de recherches économiques avaient été créés dans diverses villes d'Allemagne, chargés de branches ou de régions particulières. Les plus célèbres étaient l'Institut d'Économie mondiale de Kiel, le service d'études sociales de l'Université de Münster à Dortmund, le Service rhénan-westphalien pour les études d'économie pratique à Essen, les archives d'économie mondiale à Hambourg, etc...

En 1939, dans le cadre du plan de quatre ans, fut créé un « Comité central de la Statistique », dirigé par le Dr Grävell, chargé de coordonner l'ensemble des enquêtes statistiques des organismes économiques ou des services officiels. On se plaignait un peu partout d'être noyé sous un flot d'enquêtes confuses, super-

(1) Hohenzollern, Brandebourg, Prusse, Poméranie, Silésie, Province de Saxe, Prusse Rhénane, Hanovre, Posnanie, Hesse-Nassau, Schleswig-Holstein, puis, depuis 1938 : Autriche, Sudètes, Memel, Dantzig, corridor polonais, Warthegau, Eupen-Malmedy-Moresnet.

flues, de questionnaires inefficaces ou formant double emploi. Ce Comité avait pour tâche de contrôler ces enquêtes, de donner ou de refuser son autorisation et d'alléger ainsi la tâche des enquêtés. Il avait dressé trois importants fichiers, l'un pour les demandes d'autorisation d'enquêtes statistiques, le second donnant les questionnaires utilisés par matières, le troisième pour les obligations statistiques des organismes ressortissants. Ces intéressantes archives ont été en partie détruites lors des bombardements de Berlin et le reste est aux mains des autorités soviétiques.

Enfin, les statistiques industrielles étant devenues particulièrement importantes pendant la période de réarmement de l'Allemagne, la section « Industrie Statistik » du Statistisches Reichsamts devint en 1938 un service à part, le Reichsamts für Wehrwirtschaftliche Planung, dirigé par le D^r Leisse, puis fut reprise ultérieurement par le Statistisches Reichsamts.

Il serait long et fastidieux d'énumérer les publications allemandes de statistique d'avant guerre. La bibliothèque de la Statistique générale de la France, qui n'a pas la prétention d'être complète sur ce point, en possède déjà un tonnage important. Citons seulement les principales publications du Reichsamts :

— Statistique du Reich, formant 588 volumes de 1873 à 1938 et contenant la plupart des statistiques périodiques, y compris les résultats des recensements.

— Annuaire statistique de 1880 à 1938 (les deux derniers, 1939-1940 et 1941-1942 étaient secrets);

— Cahiers trimestriels de statistique depuis 1873, avec une publication à part pour le commerce extérieur à partir de 1892;

— Wirtschaft und Statistik de 1921 à 1943;

— Publications isolées (Einzelschriften), soit 38 fascicules de 1927 à 1938, comprenant des études spéciales, surtout d'ordre financier.

Les publications des services provinciaux et municipaux forment aussi des masses imposantes, les plus importantes étant celles de la Prusse (représentée par l'Annuaire statistique, le Zeitschrift et les statistiques agricoles) et de la Bavière (représentée par l'Annuaire statistique, le Zeitschrift trimestriel et les recensements de la population).

L'Institut für Konjunktur-Forschung est représenté par ses études spéciales (Sonderhefte) dont la plus célèbre est celle relative à la prévision du prix du porc, ses fascicules trimestriels et leurs compléments hebdomadaires.

L'Institut d'Économie mondiale de l'Université de Kiel est représenté par le Welwirtschaftliches Archiv et celui de Hambourg par le Wirtschaftsdienst.

Enfin, le Reichsamts für Wehrwirtschaftliche Planung a publié en 1939 certains résultats du recensement industriel de 1936, sous le titre « Die Deutsche Industrie », premier fascicule d'une série qui ne fut pas poursuivie. Les autres résultats, qui ne devaient pas être divulgués, ont été présentés dans des documents secrets spéciaux à couverture rouge, intitulés « Wehrwirtschaftliche Gebietsübersichten » : certains de ces « livres rouges », concernant en particulier la plus grande partie de la zone française, ont pu être retrouvés.

Pour terminer ce bref rappel du passé, disons quelques mots du matériel électrocomptable en usage dans les services de statistique allemands. C'est celui de la Deutsche Hollerith Maschinen-Gesellschaft. Il est robuste, mais offre moins de possibilités que les matériels français, anglais ou américains. En parti-

culier, il n'est pas alphanumérique et par conséquent ne permet pas de faire des « listings ». Actuellement la Hollerith allemande a commencé à construire des matériels alphanumériques.

Pour des renseignements plus détaillés sur l'organisation statistique allemande d'avant-guerre, on peut consulter le « Répertoire International des Institutions Statistiques » (Institut International de Statistique, 1934) mis à jour dans la Revue trimestrielle de cet Institut, et la « Revue Internationale des Sciences administratives », 1935.

II. — *L'organisation administrative de l'Allemagne après la capitulation.*

Il est impossible de comprendre l'évolution de l'organisation statistique en Allemagne si l'on ne brosse pas d'abord un bref tableau de l'organisation administrative de l'Allemagne après la capitulation.

Tout d'abord les territoires à l'est de l'Oder-Neisse, représentant environ 114.500 kilomètres carrés avec 9.560.000 habitants au recensement de 1939, furent cédés à la Pologne (100.600 kilomètres carrés avec 8.370.000 habitants) et à la Russie (l'est de la Prusse orientale, avec 13.900 kilomètres carrés et 1.190.000 habitants).

Le reste de l'Allemagne dans les frontières du traité de Versailles fut divisé en quatre zones d'occupation, la capitale étant divisée en quatre secteurs d'occupation. Les résultats sommaires énumérés ci-dessous sont relatifs au recensement du 29 octobre 1946. A cette date, le reste de l'Allemagne couvre 355.900 kilomètres carrés et sa population résidente est de 66 millions d'habitants soit 184 habitants au kilomètre carré. Les provinces énumérées ci-dessous sont, sauf la Bavière, formées de la réunion de tronçons d'anciens Länder, ce qui a d'ailleurs, entre autres inconvénients d'ordre administratif, singulièrement compliqué la tâche des statisticiens pour la comparaison avec l'avant-guerre.

La zone russe couvre 107.200 kilomètres carrés et sa population résidente est de 17,3 millions d'habitants, en augmentation de 14 % sur le recensement du 17 mai 1939. Elle est divisée en cinq provinces : la marche de Brandebourg, le Mecklembourg-Poméranie, la Saxe-Anhalt, la Thuringe et le pays de Saxe.

La zone britannique couvre 97.700 kilomètres carrés et sa population résidente est de 22,3 millions d'habitants, en augmentation de 13 % sur le recensement précédent. C'est la zone la plus dense (228 habitants au kilomètre carré) avec les trois provinces de Schleswig-Holstein, la Basse-Saxe, la Rhénanie du Nord-Westphalie et la ville de Hambourg.

La zone américaine couvre 107.500 kilomètres carrés et sa population résidente est de 17,3 millions d'habitants, en augmentation de 21 % sur le recensement précédent. Elle comprend la Bavière, le Wurtemberg-Bade, la Hesse et, enclavée dans la zone britannique, la ville de Brême, port d'approvisionnement des armées américaines.

La zone française couvre 42.700 kilomètres carrés avec 5,9 millions d'habitants, en légère diminution sur le recensement précédent. Elle comprend, en deux tronçons, séparés en gros par le Rhin et la zone américaine, les cinq provinces suivantes :

— le Bade-Sud, capitale Fribourg.

— le Wurtemberg-Sud avec le Hohenzollern et le cercle bavarois de Lindau, capitale Tübingen.

— la Rhénanie-Sud, capitale Coblenze.

— le Palatinat Bavarois avec un tronçon de Hesse Rhénane, capitale Neustadt.

— la Sarre, capitale Sarrebrück.

Dès 1946, ces provinces disposent chacune d'un gouvernement élu et forment donc des États distincts.

En 1947, la Rhénanie-Sud et la Hesse-Palatinat seront réunies en État rhéno-palatin, capitale Coblenze. Au 1^{er} janvier 1948, la Sarre (2.436 kilomètres carrés avec 851.000 habitants) sera détachée administrativement de la zone française et rattachée économiquement à la France. Il restera en zone française 40.216 kilomètres carrés avec 5.078.000 habitants de 1946.

Enfin, Berlin couvre 900 kilomètres carrés avec une population résidente de 3,2 millions d'habitants, en diminution de 26 % sur le recensement précédent.

Le pouvoir suprême en Allemagne est exercé par le Conseil de Contrôle, réunion des quatre commandants en chef. Les décisions administratives sont prises en principe par les Directoires quadripartites et exécutés simultanément dans chaque zone par chaque commandant en chef. En pratique, l'accord quadripartite n'est réalisé que pour des questions mineures et chaque zone est administrée différemment.

Disons quelques mots de l'organisation administrative française en Allemagne de 1945 à 1949.

L'ensemble des troupes et services est placé sous l'autorité d'un « général commandant en chef français en Allemagne » et comprend le Commandement en chef (à Baden-Baden et à Berlin), le groupe français du Conseil de Contrôle (à Berlin), le commandement supérieur des troupes d'occupation (à Baden-Baden), le Gouvernement militaire de la zone française d'occupation, le Gouvernement militaire français de Berlin. En 1948, l'ensemble des services du Gouvernement militaire est remplacé par un Secrétariat général. C'est l'administration (civile depuis 1946 malgré son nom) chargée de contrôler l'administration allemande. Elle comprend une administration centrale à Baden-Baden, des délégations de provinces (générale à Coblenze, supérieures à Fribourg, à Tübingen et à Sarrebrück), enfin des délégations de cercles.

Comme il a été expliqué ci-dessus, le tronçonnage des anciennes divisions historiques du Reich entre zones d'occupation a créé de singulières difficultés au début. Le Bade, le Wurtemberg et la Rhénanie ayant leurs capitales (Karlsruhe, Stuttgart et Cologne) en zone américaine ou anglaise, il fallut créer des organismes provinciaux à Fribourg, Tübingen et Coblenze, et naturellement leur documentation de base était inexistante. Il ne faut d'ailleurs pas oublier le caractère, resté en partie féodal, de l'organisation administrative allemande : les enclaves de communes dépendant d'un cercle à l'intérieur d'un autre cercle sont fréquentes (il y a même l'enclave badoise de Büsingen en Suisse) et cela complique la recherche des renseignements.

L'exemple typique de difficultés de ce genre était le cercle bavarois de Lindau, rattaché pour l'administration française au Wurtemberg-Hohenzollern, mais non administré par le Gouvernement allemand de ce Land, ce qui donnait lieu à des incidents tragi-comiques. Lors d'une grave discussion avec les Anglo-

Américains sur la répartition des réfugiés en Allemagne occidentale, on s'aperçut que le nombre des rationnaires déclarés par ce Land était inférieur à celui donné par le recensement de la population : les cartes de rationnement du cercle de Lindau étant d'une couleur différente, le fonctionnaire chargé de cette statistique n'avait pas jugé utile de les ajouter ni même de mentionner cette particularité sur son tableau; on pouvait donc supposer qu'environ 52.000 personnes avaient « pris le maquis » ou passé clandestinement à l'étranger, ce qui était vraiment un peu fort!

III. — *La Statistique en zone française au moment de la capitulation.*

Vu la forme géographique de notre zone, assemblage de provinces tronquées sans capitales, il n'y avait comme service de statistique organisé que celui de Sarrebrück, plus un petit noyau à Neustadt, détachement du Statistisches Landesamt de la Bavière (le Palatinat était en effet province bavaroise). De plus, la section agricole du Statistisches Reichsamt était, partiellement et en désordre, avec une partie de ses archives, repliée à Wildbad, petite localité perdue dans la Forêt Noire à 22 kilomètres Est de Baden-Baden.

Enfin, quelques éléments de l'Institut für Konjunkturforschung étaient également repliés, près de Lindau. Une partie des archives de Neustadt avait été dispersée ou avait brûlé, celles de Sarrebrück avaient été repliées. Il fallut donc progressivement organiser des services de statistique. C'est ainsi que, sans plan d'ensemble, sont nés plusieurs services, tantôt des Gouvernements allemands des Länder, tantôt des Gouvernements militaires locaux. Il fallut ensuite les regrouper logiquement en fonction d'une part des tâches à accomplir, d'autre part de l'organisation administrative qui prenait corps peu à peu. Le service de Constance, le premier créé par le 5^e Bureau de la 1^{re} armée, puis rattaché en août 1945 à la Direction générale de l'Économie et des Finances, a été également le premier à être doté de matériel électro-comptable. Puis ont été créés et équipés successivement le Statistisches Landesamt du Wurtemberg à Tübingen, celui du Bade à Fribourg et enfin, bon dernier, seulement en janvier 1948, celui de l'État rhéno-palatin à Bad-Ems, par fusion du noyau antérieur de Coblenche avec le noyau de Neustadt cité plus haut. Il leur fallut trouver des bureaux, recruter du personnel, créer ou reconstituer des archives, des codes démographiques et économiques. Au début, on a travaillé en ordre dispersé, créant ici ou là un petit service de statistiques du Gouvernement militaire provincial, double emploi manifeste avec celui du Gouvernement allemand local. Progressivement, les regroupements nécessaires ont été opérés et les Statistische Landesämter sont devenus des services dépendant du Gouvernement allemand de Land, chargés de la collecte et de l'exploitation primaire des renseignements et contrôlés chacun par un représentant du Gouvernement militaire provincial.

Quand au service de Statistique de la Sarre, il n'est cité que pour mémoire, attendu qu'à partir de janvier 1948 la Sarre fut détachée administrativement de la zone française et qu'en raison de cet événement, attendu depuis plusieurs mois, la Sarre n'exécutait plus que très partiellement les travaux de zone conçus à Baden-Baden, dont son organisation administrative très particulière l'avait d'ailleurs jusque-là presque toujours dispensée. La Sarre est donc toujours

exclue des statistiques publiées pour la zone française à partir de janvier 1948 et souvent exclue des statistiques antérieures à cette date.

A l'échelon central à Baden-Baden, et malgré bien des vicissitudes de personnes, le Gouvernement militaire français a toujours comporté sinon un statisticien, du moins un échelon hiérarchique chargé des statistiques, ayant autorité technique sur ses représentants locaux. En revanche, il n'y a jamais eu de statisticien au Groupe français du Conseil de contrôle et cela faillit tourner mal quand, fin 1947, les Anglo-Américains proposèrent la création d'un organisme central allemand de statistiques à Berlin, ce qui remettait en question toute la politique fédéraliste du Gouvernement français. Fort heureusement, ce projet échoua car la France n'avait pas de représentant qualifié sur place.

Cet échelon hiérarchique chargé des Statistiques disposait de deux organismes allemands qui, en l'absence d'un Gouvernement central allemand de la zone, dépendaient directement du Gouvernement militaire. C'étaient d'une part :

a) A Baden-Baden, un « Office de statistiques et d'études économiques de la zone française ». Il a regroupé quelques-uns des éléments cités plus haut : ceux venus de Lindau avec ceux restés à Wildbad. Il a occupé jusqu'à 70 personnes en 1947. Il n'exécutait que des dépouillements sommaires à la main et n'avait aucun pouvoir de coordination sur les services des Länder. Progressivement, cet Office n'est devenu qu'un noyau d'auxiliaires allemands pour le service du plan Marshall;

b) A Constance, le service cité plus haut s'est gonflé et a, au plus fort du dépouillement du recensement du 29 octobre 1946, occupé plus de 200 personnes et disposé d'un matériel important (5 tabulatrices, 7 trieuses, 2 reproductrices). Il a été finalement dissous en juin 1949 après avoir progressivement passé aux Statistischen Landesämtern une partie de ses attributions et de son matériel mécanographique. Pendant ce temps, il avait surtout travaillé pour le Bade et pour l'État rhéno-palatin.

Sa situation géographique (à partir du moment où il était devenu un organisme de zone) était absurde et ne se justifiait que par la difficulté de déplacer un personnel et un matériel important. Cette excentricité a singulièrement compliqué sa tâche vu la forme de la zone française; Constance est à cinq heures d'automobile de Baden-Baden, par des routes de montagne dangereuses en hiver, et à dix heures de chemin de fer de Coblenche.

Ces deux organismes créés par les autorités d'occupation n'ont jamais eu de statut juridique bien défini. Suivant les besoins du moment, on les a considérés tantôt comme de simples auxiliaires de l'occupant, tantôt comme des organismes d'intérêt commun aux trois Länder. La difficulté provenait de l'absence d'un Gouvernement allemand de zone : toutes les décisions concernant l'ensemble de la zone, même si c'étaient des questions d'intérêt purement allemand, devaient donc être prises par l'autorité occupante.

En fait, les tâches de ces deux organismes auraient été entreprises par un Gouvernement allemand de zone s'il en avait été créé un. Leurs dépenses ont été cependant imputées sur le compte des « charges indirectes de l'occupation » ce qui était inéquitable et préjudiciable aux intérêts français, puisque le compte des charges indirectes d'occupation était contenu dans certaines limites. La

même difficulté ne se posait pas en bizone où le Stavewi (1) dépendait du Verwaltungsrat alimenté par des impôts.

Le problème du maintien éventuel d'un organisme zonal allemand de statistique pour la zone française a été longuement débattu jusqu'à ce que sa solution soit dépassée par les événements, c'est-à-dire par la constitution du Gouvernement fédéral de l'Allemagne occidentale.

Il n'est pas douteux que la solution adoptée en zone française représentait un gaspillage de moyens : au moment de la réforme monétaire de juin 1948, ces cinq services occupaient au total 560 personnes et avaient coûté près de 3 millions de RM pour l'exercice 1947-1948, soit environ 240 millions de francs. Sans doute le dépouillement du recensement démographique entraînait-il là-dedans pour près d'un million de RM; sans doute les offices provinciaux exécutaient-ils des tâches qui, en France, sont prises en charge par divers ministères; sans doute, la mise sur pied du service de l'État rhéno-palatin allait-elle entraîner en contrepartie certaines économies.

Mais, en France, on n'aurait pas eu l'idée de créer des provinces microscopiques de 1,1 million d'habitants, comme le Bade et le Wurtemberg, ou 800.000 habitants comme la Sarre, de les doter d'un Gouvernement local avec plusieurs ministres, d'un Service de statistiques avec 80 à 100 personnes et matériel électro-comptable! L'éternelle querelle entre centralisateurs et décentralisateurs en matière de statistique n'est pas close et la répartition judicieuse des moyens est souvent contre-carrée, malheureusement, par des considérations administratives ou politiques.

IV. — *Organisation des services de statistique dans les zones britannique et américaine.*

Jusqu'à la création de la bizone, cette organisation était à peu près analogue, à quelques variantes près, à celle de la zone française. C'est ainsi qu'on trouvait au Gouvernement militaire britannique, un « Zonal Statistical Office » avec un « Statistical Officer » dans chaque Land; le « Zonal Office » contrôlait directement un « Statistisches Amt der britischen zone », avec une annexe dans le secteur britannique de Berlin, doté d'un statut juridique défini et fonctionnant à Hambourg puis à Minden, en Westphalie, et finalement dissous le 1^{er} octobre 1949.

Au Gouvernement militaire américain, à l'échelon central comme à l'échelon provincial, la statistique était écartelée entre plusieurs bureaux : la « Reports and Statistics Branch », l'« Economics Division », la « Manpower Division », etc... et chacun employait directement un petit noyau de statisticiens allemands.

En particulier, l'« Economics Division » avait chargé un groupe d'experts allemands de rassembler la documentation et les archives des anciennes administrations centrales allemandes. C'était le Ministerial Collecting Center (M. C. C.). Il a établi un recueil en 10 volumes donnant les statistiques démographiques et économiques qu'il a pu rassembler sur la période de guerre et d'immédiat avant guerre. Les statistiques de production industrielle proviennent des enquêtes

(1) Abréviation de « Statistisches Amt des Vereinigten Wirtschaftsgebietes ».

mensuelles de conjoncture, dites « Industrieberichterstattung », menées en commun par le Statistisches Reichsamt, la Reichsgruppe Industrie et les Wirtschaftsgruppen; elles portent donc, au moins partiellement, sur l'activité des industries de guerre, presque toujours exclues des statistiques officielles d'avant guerre.

La bizone fut créée en septembre 1946 et l'on mit sur pied une administration, bipartite contrôlant l'administration bizonale allemande.

Du côté allié, un « Bipartite statistical office » à Wiesbaden fut chargé :

— d'une part, de coordonner l'activité des divers noyaux statistiques répartis dans chaque groupe du « Bipartite Control Office » : Agriculture, Ravitaillement, Finances, Commerce et Industrie, Main-d'œuvre, Transports, etc.

— d'autre part, de coordonner l'activité des huit « Statistical Officers » provinciaux en ce qui concerne les « fused subjects » : au début, les statistiques économiques seulement, ultérieurement toutes les statistiques.

En octobre 1948, cet Office fut transféré à Francfort.

Du côté allemand, on créa d'abord, en septembre 1946, un Comité exécutif (Verwaltungsrat) avec cinq services bizonaux, c'est-à-dire pratiquement cinq ministères : Agriculture, Ravitaillement, Finances, Transports, P. T. T. En mai 1947, cette administration eut une base parlementaire; on créa un Conseil Économique (Wirtschaftsrat) des huit Länder, équivalant à un Parlement, qui élit le Verwaltungsrat. Les compétences de ces Administrations bizonales furent progressivement élargies et, en février 1948, fut créé un Conseil des Länder (Länderrat), représentation fédérale des Länder avec droit de veto. Chacune de ces Administrations est contrôlée par le groupe compétent du « Bipartite Control Office ». Un « Statistisches Amt des Vereinigten Wirtschaftsgebietes » organisé en janvier 1948, est directement rattaché au Verwaltungsrat et coordonne l'activité des huit Statistischen Landesämtern. Il est dirigé par le D^r Fürst, ancien délégué de l'Allemagne au Bureau International du Travail, et situé à Wiesbaden-Biebrich. Il occupe environ 300 personnes.

Pour terminer ce chapitre, disons quelques mots des autres organismes de statistique et d'études économiques en Allemagne.

En zone soviétique, il y a un Statistisches Landesamt dans chaque province et un Statistisches Zentralamt dans le secteur russe de Berlin, dans les locaux de l'ancien Reichsamt. Il a été dirigé par le professeur D^r Gleitze, et l'est maintenant par le D^r Bondi.

L'ancien Institut für Konjunkturforschung existe toujours dans le secteur américain de Berlin et est dirigé par le D^r Friedensburg, mais ses moyens et ses travaux n'ont plus l'ampleur d'avant-guerre. Certains travaux lui ont été payés « à façon » par les Administrations alliées. Une partie de sa documentation a été dispersée au cours des opérations militaires.

A Berlin même, le « Hauptamt für Statistik » subsiste toujours mais la situation actuelle est confuse : au moment de la rupture entre deux municipalités, une pour les secteurs occidentaux et l'autre pour le secteur soviétique, une rupture semble s'être également produite au sein de cet organisme, mais les renseignements concernant l'ensemble du Grand Berlin sont toujours publiés par le Hauptamt.

V. — *Travaux.*

L'exposé portera surtout sur les travaux exécutés en zone française sous la direction de divers statisticiens français (notre ancien Président, M. Bunle, nos collègues Thionet et Breil, ainsi que M. Vauthier), en collaboration avec divers experts allemands, en particulier, l'ing. D^r Gunther, le prof. D^r Zwick, M^{lle} le D^r Eichert, le D^r Kessner, le D^r Streicher, MM. Fabricius, Birkner, Appenzeller.

L'organisation très stricte d'économie dirigée, mise sur pied par l'Allemagne avant la guerre, a été reprise en mains par les Puissances occupantes et a survécu jusqu'à la réforme monétaire de juin 1948 : production et consommation étroitement programmées; répartition autoritaire et rationnement sévère des produits alimentaires et industriels, ainsi que de l'énergie; contrôle des prix, des changes et du commerce extérieur. Son fonctionnement a été facilité par la grande discipline naturelle aux Allemands et par des mesures draconiennes contre les récalcitrants. Dans ces conditions, on a pu dire que l'Allemagne était le pays rêvé du statisticien, parce qu'en général on y obtient des réponses correctes et rapides aux questionnaires les plus détaillés.

La liste des travaux énumérés ici n'a pas la prétention d'être complète, mais de donner une vue d'ensemble limitée au principal.

a) *Une enquête sur les stocks* aux divers stades (entreprises, commerce de gros et de détail) fut dépouillée par l'Office de Constance pendant les cinq derniers mois de 1945, mais les résultats publiés, concernant 320 articles assez mal choisis comme représentatifs, furent pratiquement inutilisés;

b) *Une enquête sur les machines-outils* prescrite par le Directoire Industrie du Conseil de Contrôle, fut exécutée le 25 septembre 1946 et rapidement dépouillée;

c) L'enquête économique la plus importante fut l'*enquête mensuelle sur l'activité industrielle en zone française*, Sarre exclue.

Elle débuta en avril 1946 et adopta un questionnaire mensuel, existant depuis novembre 1945 et dit « questionnaire charbon » parce qu'il avait pour but essentiel la répartition autoritaire des combustibles minéraux; chaque établissement devait déclarer sa consommation pour le mois n , des diverses sources d'énergie, ses stocks de combustible au début et en fin du mois n et formuler une demande de combustible pour le mois $n + 2$. Plus tard, le questionnaire fut élargi et comporta des questions sur l'effectif ouvrier et employé, le nombre d'heures ouvrées, les salaires payés, la consommation de matières premières et d'énergie, la production, le chiffre d'affaires.

La forme du questionnaire et le champ de l'enquête furent plusieurs fois modifiés : en 1946, c'était un questionnaire unique mensuel à remplir par toutes les entreprises demandant une attribution de charbon; en 1947 et 1948, il était fractionné en deux dont l'un (questionnaire A) devait donner des résultats sommaires rapides et l'autre (questionnaire B), lancé avec un mois de décalage, permettait de calculer entre autres résultats la valeur nette de production; progressivement, on se limitait aux entreprises occupant plus de 6 salariés, puis plus de 10 salariés à l'exclusion de certaines branches assez artisanales; enfin, depuis 1949, il a été limité à un « Vorbericht » rapide, rempli par toutes les entre-

prises de plus de 10 salariés ou élaborant certains produits essentiels (environ 200 produits) et à un « Industriebericht » trimestriel. Les modifications successives ont permis progressivement la coordination avec le Vorbericht et l'Industriebericht en usage en bizonie.

Le dépouillement fut d'abord exécuté simultanément à Tübingen et à Constance et progressivement décentralisé. Dans le Wurtemberg, qui a toujours été à l'avant-garde du progrès dans la statistique industrielle, on obtint très vite, à partir de ce questionnaire, des indices de la production industrielle dont la base (2^e semestre 1946) était, malheureusement et inévitablement, trop rapprochée. Le Bade suivit aussi vite que le permettait le développement de son outillage électro-comptable.

Des difficultés nombreuses durent être vaincues : il fallut d'abord constituer un fichier d'identification des entreprises, fixer des règles précises pour les résultats concernant les entreprises qui n'avaient pas répondu en temps utile, répartir les résultats et là plusieurs essais furent tentés : aux Wirtschaftsgruppen de l'ancienne nomenclature économique allemande, on substitua assez vite les sections de la Production industrielle, mais l'application de cette nomenclature française à une structure industrielle toute différente donna de nombreux déboires ; en zone anglaise également, on voulut d'abord, avec difficultés, appliquer une nomenclature anglaise.

Finalement, l'on adopta partout les Industriegruppen, nomenclature allemande de 1936 mise à jour en 1947 par des statisticiens de la bizonie ; dans certains groupes cependant (fontes, textiles, cuirs), en l'absence de renseignements de base sur la production de quelques produits en 1936 dans l'actuelle zone française, on a dû recourir aux résultats des sections de la Production industrielle.

De même une nomenclature de produits fut élaborée en 1947 en bizonie et résumée pour la zone française, puis envoyée à toutes les entreprises, pour obtenir des résultats mensuels significatifs en quantité et en valeur. Là encore, lors de l'interprétation des résultats, de grosses difficultés durent être surmontées.

d) *Enquête rétrospective sur la production industrielle.*

Dans l'étude de la production industrielle, on s'est heurté en particulier à l'absence de renseignements sur les années antérieures, toujours en raison du tronçonnage des provinces. On a cherché à se raccorder à 1936, année de la dernière grande enquête industrielle du Reich, parce que les archives de cette enquête se trouvaient à Berlin, au Statistisches Zentralamt de la zone soviétique, dans les bureaux de l'ancien Reichsamt. Grâce à l'obligeance des autorités russes d'occupation, on obtint l'autorisation de photocopier la première page des fiches individuelles des entreprises de l'actuelle zone française, mais il manquait un certain nombre de firmes.

Pour compléter ces renseignements, un questionnaire spécial a été lancé en janvier-février 1948, demandant aux entreprises des renseignements en quantité et en valeur sur leur production au cours des années 1936 (année de cette dernière enquête), 1944 (la période de pointe de la production de guerre du Reich se situe fin 1943, début 1944), 1946 et 1947. Son dépouillement a présenté de grandes difficultés, certaines entreprises ayant perdu leurs archives de 1936, d'autres ayant disparu depuis, d'autres, enfin, ayant été créés depuis, etc... Les résultats

individuels furent confrontés si possible avec les photocopies citées ci-dessus et les résultats globaux avec la « Deutsche Industrie » et les livres rouges cités au début de cet exposé. On put ainsi choisir environ 160 séries de production et calculer pour 1936 les valeurs nettes de production des « Industriegruppen » et de leurs branches principales, puis, à partir de là, élaborer un indice de la production industrielle en zone française, base 100 en 1936. Cet indice a remonté rapidement après la réforme monétaire mais semblait plutôt plafonner ces derniers mois.

Antérieurement, un indice de la production industrielle avait été calculé séparément dans les zones britannique et américaine sur des bases très différentes. Il a été repris sur une base bizonale à la fin de 1947 et publié à partir de mai 1948. Les difficultés à vaincre étaient moindres qu'en zone française (moindre tronçonnage des provinces antérieures, productions plus massives, etc.).

Maintenant que l'unification des questionnaires dans les trois zones est presque achevée, la mise sur pied d'un indice d'ensemble de la production industrielle est facile et la presse vient même de reproduire un communiqué de la Haute-Commission Alliée, annonçant que la production industrielle de l'Allemagne de l'ouest atteint actuellement 98 % de celle de 1936. Il faut reconnaître que le calcul d'un indice pour un territoire aussi exigü que la zone française représentait un « luxe statistique », au même titre que la création de services pour des provinces aussi minuscules, comme il a déjà été dit : ce luxe était la conséquence d'une rigoureuse autarcie administrative et économique et n'a plus sa raison d'être.

e) *Enquêtes agricoles.*

Les statistiques agricoles ont toujours été extrêmement développées en Allemagne : il y a des enquêtes annuelles sur les superficies cultivées (Boden benützung), sur l'état des récoltes, sur les rendements, sur les pépinières, sur la culture des légumes, sur les plantes médicinales et aromatiques, des enquêtes semestrielles sur le bétail, etc... : elles sont nombreuses et compliquées et certaines, établies par routine, n'ont aucun intérêt pratique, mais, dans l'ensemble, elles sont remarquablement bien conçues.

Les plans d'enquête étaient élaborés par l'annexe de Wildbad, qui disposait de toute sa documentation sur l'avant-guerre, sous le contrôle des services français de l'Agriculture puis diffusés aux services provinciaux. Les enquêtes ont lieu par déclaration individuelle des agriculteurs. En bizonne avait été mis sur pied un contrôle par sondage des rendements; des difficultés budgétaires ont empêché sa mise en application en zone française. Une réalisation excellente est celle des registres de culture où certaines exploitations-témoins mentionnent régulièrement tous les éléments nécessaires à l'élaboration d'un prix de revient.

On prépare actuellement la participation de l'Allemagne occidentale au recensement agricole mondial de 1950 demandé par la Food and Agriculture Organisation.

f) *Recensements de la population.*

La guerre et l'après-guerre ont provoqué en Allemagne des mouvements massifs de population : pertes de guerre, civiles et militaires; prisonniers de guerre; migrations hors des grandes agglomérations sinistrées; une partie des travailleurs étrangers, recrutés de gré ou de force dans les pays conquis, n'a pas pu ou n'a

pas voulu regagner son domicile antérieur; certaines populations civiles des pays conquis ont été entraînées, volontairement ou par contrainte par le reflux des armées allemandes; d'autre part, des Allemands d'origine, domiciliés à l'étranger et spécialement en Europe orientale, en sont partis, de gré ou de force, et la plupart ont réintégré la mère-patrie; enfin, de nombreux réfugiés, évacués, expulsés, etc... ont dû prendre un emploi temporaire, ne correspondant pas à leur profession antérieure. Tous ces mouvements ont créé des problèmes difficiles, d'ordre social et professionnel, dont la solution exige une connaissance exacte de l'état actuel de la population, donc un recensement.

Un premier recensement sommaire de la population en zone française eut lieu le 26 janvier 1946, recensement pour lequel notre ancien Président, M. Bunle, fut appelé d'août à octobre 1945 à donner ses conseils. Malheureusement, lors de l'exécution, une confusion regrettable eut lieu entre la notion, habituelle en Allemagne, de population domiciliée et celle qu'avait voulu introduire M. Bunle, de population présente, au moyen du bulletin individuel. Le dépouillement fut très rapidement mené dans les provinces et récapitulé à Constance, mais les résultats publiés présentaient certaines erreurs ou invraisemblances.

Sur l'arrêté du Conseil de Contrôle du 20 juillet 1946, un recensement d'ensemble, démographique et professionnel, eut lieu simultanément le 29 octobre 1946 dans les quatre zones d'occupation et à Berlin. On adopta le procédé, traditionnel en Allemagne, de la feuille de ménage. Cette feuille est assez bien conçue pour permettre l'insertion d'un texte très clair et de deux exemples très bien choisis, de sorte que le chef de ménage n'a pas d'hésitation à la remplir. Un autre avantage est l'importante économie de papier qui en résulte.

En ce qui concerne la zone française, les instructions d'application en furent élaborées par nos collègues MM. Thionet et Breil.

La collecte des documents primaires fut exécutée dans chaque Land, la codification également, mais le Wurtemberg et la Sarre assurèrent le reste du dépouillement (perforation des cartes, tabulation et exploitation) qui fut centralisé à Constance pour les autres provinces.

On a là un bel exemple du danger que présente la coupure des opérations de dépouillement. Elles forment un tout, depuis la collecte des documents de base jusqu'aux tableaux d'ensemble, et leur tronçonnage ne va pas sans risques ni périls. En effet, les documents de Rhénanie et du Palatinat ont donné lieu à des erreurs systématiques dans l'utilisation des codes, par suite de mauvaises liaisons avec l'atelier central, et la codification dut ensuite être reprise à Constance, d'où perte de temps et gaspillage d'argent.

Finalement, le recensement est entièrement dépouillé et ses résultats sommaires publiés en français pour la zone française, Sarre exclue. Le dépouillement de la Sarre a dû présenter de grosses difficultés après l'inondation de janvier 1948, qui a endommagé les travaux déjà commencés. Les résultats en langue allemande pour l'ensemble de l'Allemagne sont déjà publiés ou en cours de publication par les soins du « Comité des Statisticiens Allemands » de Berlin. Son secrétaire général, le Dr Eppenstein, s'occupe maintenant de préparer la participation allemande au recensement mondial de 1950-1951.

Une question vient aussitôt à l'esprit : pourquoi le recensement du 29 octobre 1946 en Allemagne est-il entièrement dépouillé et publié, alors que celui du

10 mars 1946 en France ne l'est pas? N'oublions pas divers points de comparaisons : le recensement français donne lieu à l'élaboration d'un nombre beaucoup plus considérable de tableaux; la plupart sont déjà terminés mais la lenteur des publications administratives retarde leur diffusion. De plus, on a retardé certains dépouillements parmi les plus importants et les plus difficiles à codifier, pour les mettre en accord avec les nouvelles nomenclatures des activités individuelles et collectives.

g) *Mouvement de la population.*

Le mouvement naturel est saisi en Allemagne sur la population domiciliée et non sur la population présente, c'est-à-dire que par exemple le bulletin de naissance d'un enfant né à Tübingen de mère domiciliée à Stuttgart est bien enregistré à Tübingen, mais est envoyé à Stuttgart pour dépouillement. Il en est de même pour les décès. Les mariages sont dépouillés d'après le lieu de leur célébration. Ce dépouillement est évidemment de beaucoup le plus rationnel, mais le plus long, puisqu'il suppose des échanges de bulletins entre les Statistischen Landesämtern.

Les statistiques d'état civil pour les années 1944 et 1945 étaient tombées en désuétude, en raison de la désorganisation des liaisons postales. Elles ont été reprises en 1946 en zone française et ont donné lieu à une publication trimestrielle provisoire pour 1946 et 1947 puis à un fascicule définitif, pour 1946 seulement.

Les mouvements migratoires sont saisis en principe par la déclaration obligatoire de départ et d'arrivée. Les « réfugiés de l'Est » ne sont enregistrés qu'avec de longs délais et cette statistique ne correspond pas à la réalité. Ils posent pourtant un problème social difficile en Allemagne occidentale, car ils étaient estimés au 1^{er} juillet 1949 à 8.250.000 dont environ 250.000 pour la zone française.

A partir du mouvement naturel et des mouvements migratoires, on calcule chaque trimestre une estimation de la population.

Les statistiques des causes de décès sont basées sur la nomenclature internationale à 200 postes.

h) *Statistique des prix et des salaires.*

En 1946, le Conseil de Contrôle avait décidé que des commissions du coût de la vie seraient mises en place dans chaque zone pour l'étude des prix; pratiquement, ces commissions ne tinrent que quelques rares réunions à Berlin; aucune ne fut mise sur pied en zone française et pendant longtemps on a traîné un indice du coût de la vie dont les bases n'avaient plus de signification concrète, surtout après la réforme monétaire de juin 1948. Maintenant que diverses enquêtes sur les budgets de famille ont été dépouillées, il est devenu possible de mettre sur pied un nouvel indice tenant mieux compte des conditions économiques actuelles et sur la même base en zone française qu'en bizonie.

Un indice provisoire des prix de gros industriels avait été mis sur pied dans le Wurtemberg; son extension aux autres provinces a présenté des difficultés car il comportait surtout des produits finis et était ainsi plus représentatif des produits élaborés par l'industrie locale que des produits de base mis en œuvre. Un indice pour l'Allemagne occidentale est en préparation.

L'indice des prix de détail de la zone française et celui de la bizone présentent des différences mineures.

Pour les salaires, le questionnaire industriel mensuel donne des renseignements insuffisants et les services du Travail ont commencé à calculer des indices de salaires.

i) *Publications.*

En ce qui concerne les publications en langue allemande, chaque service de statistiques publie en principe un recueil périodique de statistiques. Ceux qui ont derrière eux une longue tradition et des archives assez anciennes comme ceux de la Bavière ou de Berlin, poursuivent leurs diverses publications. Le Stavewi a publié divers fascicules et repris, en avril 1949, sous forme mensuelle, l'ancien « *Wirtschaft und Statistik* ».

Le Service français de statistiques a publié jusqu'ici 11 bulletins statistiques, les résultats sommaires (mensuels) et définitifs (trimestriels) de statistique industrielle, le mouvement naturel de la population (résultats sommaires trimestriels de 1946 et 1947, résultats définitifs de 1946), les résultats des deux recensements exécutés avec nomenclature des communes de la zone française.

Les Anglais ont publié un « *Monthly Statistical Bulletin* » et les Américains une « *Monthly Statistical Annex* » devenus ces derniers mois identiques quant aux tableaux publiés et même quant à la pagination, la couverture seule restant différente. Ils ont publié également divers fascicules de statistiques, périodiques ou non. Le plus utile, à mon avis, fut le rapport spécial américain de septembre 1947, intitulé « *Economic data on Potsdam Germany* ».

Les trois bulletins statistiques français, anglais et américain ont annoncé, dans leur dernier numéro, qu'ils cesseraient de paraître et que les séries statistiques élaborées seraient dorénavant reprises dans le « *Wirtschaft und Statistik* ».

VI. — *Situation actuelle.*

Elle est encore en pleine évolution. La création de la République fédérale d'Allemagne occidentale (*Deutsche Bundes Republik*) est maintenant un fait accompli. En attendant la création d'un service central de statistique (*Bundesamt*), le Stavewi a été chargé d'élaborer les statistiques nécessaires aux besoins du Bund, de jouer le même rôle de coordination, vis-à-vis des *Statistischen Landesämter*, que l'ancien *Statistisches Reichsamt*, de centraliser les statistiques périodiques ou non, élaborées sur l'initiative des autorités allemandes ou sur l'ordre des autorités alliées et de les présenter à la Haute Commission alliée. Le statut d'occupation réserve en effet aux Puissances occupantes le droit de requérir et de vérifier les statistiques nécessaires. On a donc créé, parmi les organismes d'exécution du Secrétariat général de la Haute Commission alliée à Bonn, un Bureau tripartite de Statistique, dans lequel le chef de la délégation française est notre collègue M. Smolski; le chef de la délégation britannique est M. Slade, ancien chef du *Bipartite Statistical Office*; le chef de la délégation américaine est M. Miles.

Ce Bureau, installé à Petersberg sur l'une des « *Sieben Gebirge* » qui dominent

le Rhin, aura, comme ceux auxquels il succède, un rôle de contrôle de l'organisme allemand compétent et de liaison avec les divers échelons alliés intéressés à l'élaboration des statistiques. Il disposera d'un petit noyau de statisticiens allemands.

JACQUES DE PORTZAMPARC.

DISCUSSION

M. VINCENT remarque, à propos des recensements de la population, que la feuille de ménage donne en Allemagne d'excellents résultats. Il demande au conférencier si, d'une manière générale, il estime que la feuille de ménage est préférable au bulletin individuel. Pour sa part, ayant étudié en détail la feuille de ménage allemande, il conserve ses préférences au bulletin individuel.

M. CHEVRY signale que l'un des inconvénients pratiques de la feuille de ménage est sa trop grande dimension. Il demande, d'autre part au conférencier si la définition du terme « réfugié » est bien la même dans les statistiques des diverses zones d'occupation.

M. MALIGNAC demande si les résultats du recensement démographique publié par le Service français de Statistiques s'étendent au secteur français de Berlin.

M. RISSER signale que cette communication a mis en lumière la diversité des conceptions des administrations alliées sur l'établissement et l'utilisation rationnelle de différentes statistiques : mode de vie de la population allemande, renaissance de son industrie et de son commerce, structure démographique et professionnelle, déplacements de population. On a beaucoup parlé, ces derniers temps, du démantèlement des grandes usines qui de 1939 à 1945 avaient été construites ou adaptées pour les fabrications de guerre : à ce sujet, les conceptions des Alliés sont loin d'être les mêmes. Ce problème ayant d'étroits rapports avec les possibilités de relèvement économique de l'Allemagne occidentale, M. RISSER demande si les divers bureaux de statistique créés par les Alliés ont établi des statistiques à ce sujet. Dans un autre ordre d'idées, il demande si les services de statistique de la zone française ont fonctionné d'une manière logique, si l'utilisation des dépouillements mécanographiques y était d'une qualité égale à celle des zones britannique et américaine, ou si nous étions surclassés par manque de crédits.

M. FLAUS demande si une statistique des destructions immobilières a été dressée dans chaque zone.

M. ROY demande enfin comment a été recruté le personnel local utilisé et quelle était sa valeur technique. Il désirerait des précisions sur l'ampleur des variations de la population allemande et sur sa composition par âges, et d'autre part sur le niveau actuel de la production et des prix.

En réponse à ces diverses questions, M. de PORTZAMPARC précise les points suivants :

a) Du point de vue de la population enquêtée, le bulletin individuel semble mieux répondre au caractère individualiste du Français, alors que la feuille de ménage semble mieux adaptée au caractère allemand : les difficultés essen-

tielles résident évidemment dans les cas de « membre du ménage momentanément absent » et de « personne de passage ne faisant pas partie du ménage ».

b) Du point de vue de l'exploitation, la feuille de ménage devant donner lieu à perforation de cartes individuelles, il semble bien préférable, en général, de perforer à partir de documents individuels. Mais l'expérience montre que la proportion d'erreurs ou de réponses inexploitable n'est pas plus élevée qu'avec un bulletin individuel. Ce résultat favorable tient certainement à la contexture, très bien étudiée, de la feuille de ménage allemande.

c) Sans donc vouloir définitivement trancher le débat entre bulletin individuel et feuille de ménage, il faut reconnaître que, malgré ses dimensions encombrantes, la feuille de ménage allemande représente un excellent compromis et apporte une économie importante de tonnage à manipuler; cet avantage est inestimable en période de pénurie universelle (papier, transports, personnel, etc...) et reste non négligeable en période « normale ».

d) Le « Comité Tripartite pour la répartition des réfugiés allemands » a bien comporté un « sous-comité statistique » chargé de poser la définition du terme « réfugié », mais ce Comité n'existait pas en 1946 et il n'est donc pas évident que, dans chaque province, on a adopté la même définition du réfugié. La question présentait une acuité particulière en Schleswig-Holstein et en Bavière; dans cette dernière province, un recensement spécial des réfugiés a été annexé au recensement du 29 octobre 1946.

e) Certains résultats seulement du recensement démographique ont pu être donnés pour le secteur français de Berlin suivant les mêmes critères que pour la zone française.

f) La question du démantèlement était du ressort, en zone française, du service des Réparations-Restitutions et de la Division de la Production Industrielle. Les résultats de leurs études à ce sujet n'ont évidemment été rendus publics que dans la mesure où cela ne risquait pas de gêner leur liberté d'action. L'Agence Interalliée des Réparations a, de son côté, publié certains résultats pour les divers pays bénéficiaires.

g) Comme il a été dit plus haut, jusqu'à la réforme monétaire, l'organisation statistique de la zone française représentait incontestablement un gaspillage de moyens, en raison de l'exiguïté de provinces qui voulaient toutes avoir leur équipement statistique et mécanographique, et celui-ci ne pouvait avoir un rendement aussi satisfaisant que dans des provinces quatre à cinq fois plus peuplées. La question du manque de crédits a joué un faible rôle, attendu que les gouvernements provinciaux avaient, dans une certaine mesure, liberté dans l'emploi de leurs ressources. Pour les organismes de zone, le problème était différent et c'est pourquoi la réforme monétaire devait nécessairement amener les transformations profondes exposées ci-dessus.

h) La statistique des destructions immobilières en zone française a été publiée, en particulier, dans le « Bulletin Statistique n° 8, janvier 1949 », avec divers résultats concernant la reconstruction. Les unités adoptées sont le logement, l'immeuble, et le quantum de destruction. Des résultats analogues ont été publiés dans les Bulletins britannique et américain; « Wirtschaft und Statistik » a maintenant une rubrique « Construction et Habitation ».

i) Sans doute, en raison de l'absence de capitales de provinces (sauf Neustadt

et Sarrebrück), le personnel allemand employé dans les bureaux de statistique a été recruté au début d'une manière assez hétérogène et il a fallu progressivement provoquer le licenciement des incapables et faire venir des gens qualifiés des autres zones. Actuellement, le cloisonnement des zones est aboli et il n'y a plus de raison pour que la valeur technique du personnel diffère d'une zone à l'autre ;

j) Les résultats globaux donnés ci-dessus sur la population de chaque zone, comparée à celle de 1939, ne mettent pas suffisamment en évidence les bouleversements considérables dans la structure de la population par âge et sexe. En zone française, en raison du petit nombre de très grandes villes sinistrées, il y a eu une stabilité relative, mais le fait marquant est l'excédent considérable, le plus élevé de toute l'Allemagne, des femmes d'âge nubile. Avec le retour des prisonniers de guerre, cet excédent a été partiellement résorbé, mais la redistribution des réfugiés amène un fort contingent de femmes et de vieillards.

k) Jusqu'à la réforme monétaire et après, de nombreux prix ont largement progressé, résultat d'une adaptation aux conditions économiques nouvelles, et le conflit salaires-prix a pris un tour aigu. Depuis le début de 1949, il y a eu certaines baisses de prix : de l'ordre de 7 à 8 % sur l'alimentation, de 20 % sur l'habillement, mais les prix de gros résistent à environ 187 (base 100 en 1938). Il est incontestable que la situation des salariés s'est améliorée depuis un an, avec le relèvement de la production, des importations, de la productivité et l'augmentation des rations, mais le chemin à parcourir avant le retour du standing d'avant-guerre et le relèvement des ruines est encore long. La réforme monétaire a ruiné les créanciers, enrichi les débiteurs, et créé, comme l'inflation en France, une classe d' « économiquement faibles ».
